

« *Nous, on fait ce qu'il faut pour Dati, Patrick et moi* »

Durant cette conversation, Thomas Legrand affirme : « *Nous, on fait ce qu'il faut pour Dati, Patrick et moi* », laissant entendre que les journalistes agiraient contre Rachida Dati, candidate LR à la mairie de Paris. C'est le magazine *L'Incorrect* qui a révélé cette collusion. Lors de cet entretien, tout le monde s'accorde sur le fait qu'il faille pousser la campagne de Raphaël Glucksman (PS) contre Rachida Dati (LR). Cette révélation relance la question de la neutralité des médias publics et de leur éventuelle instrumentalisation à des fins politiques. Rappelons que la compagne de Raphaël Glucksman n'est autre que Léa Salamé qui présente le Journal de 20h sur France 2...

« *Déontologie pouvant exposer à des sanctions* »

Rachida Dati, en tant que ministre de la Culture, avait souhaité une refonte du service public de l'information pour éviter les doublons entre Radio France et France TV. Force est de reconnaître que ceux qui souhaitent une privatisation de l'audiovisuel public trouve une bonne occasion de passer à l'acte. Immédiatement, Rachida Dati a dénoncé publiquement des « *propos graves et contraires à la déontologie qui peuvent exposer à des sanctions* », demandant que « *chacun prenne ses responsabilités* ». Le PS se défend d'une quelconque collusion, accusant *L'Incorrect* de manipulations et de lecture complotiste, eux qui lorsque ce sont leurs adversaires qui subissent ce type de méthode (Médiapart, Elise Lucet...) sont les premiers à applaudir... Barbara Lefebvre chez les Grosses Têtes résume bien la situation : « *Sur France Inter, on écoute la ligne de la bienpensance, pourquoi pas, mais ce qui me dérange, c'est que c'est fait avec mon argent* ».

« *Manipulation médiatique en faveur de la gauche* »

Dans l'opposition, pour une fois, Jean-Luc Mélenchon (LFI) et Jordan Bardella (RN) parlent de la même voix et invoquent « *la partialité du service public et la manipulation médiatique en faveur de la gauche* ». Suite à ce tollé, France Inter a suspendu Thomas Legrand de l'antenne à titre conservatoire, mais pas Patrick Cohen qui dénonce un « *vol de conversation privée* » et affirme « *qu'il n'y avait pas de connivence mais une rencontre professionnelle initiée par le PS* ». Quand il s'agissait de Jean-François Achili, licencié de Radio France pour ne pas avoir révélé qu'il avait envisagé d'aider Jordan Bardella à écrire une potentielle biographie, les mêmes Legrand-Cohen étaient leurs premiers censeurs. L'avocat Charles Consigny estime de son côté, qu'il s'agit de « *légitime information du public* » : « *C'est l'arroseur arrosé qui fait de la politique sur fonds publics et est persuadé* ».

qu'il œuvre pour le bien. C'est aussi de la propagande politique» , ajoute-t-il, « ils sont pris les doigts dans le pot de confiture» . Faites ce que je dis mais pas ce je fais....

Raymond Aquila

Partager :

- [Twitter](#)
- [Facebook](#)
- [LinkedIn](#)

Prénom ou nom complet

Email

☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité